

UNITING *for TOMORROW*



S'UNIR *pour DEMAIN*

CONVENTION - CONGRÈS

MAY 1-5 MAI 2023

TORONTO, ONTARIO

Report General Resolutions and National Policies Committee Rapport Comité des résolutions générales et des politiques nationales

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

cupw • sttp

RAPPORT DU COMITÉ DES RÉSOLUTIONS GÉNÉRALES ET DES POLITIQUES NATIONALES

GENERAL RESOLUTIONS AND NATIONAL POLICIES COMMITTEE REPORT

Timothy Ashworth
Adrian Chow
Brahm Enslin
Suran Krishnakumar
Lindsey Medeiros
Yvrose Pierre-Louis
Elizabeth Smallwood
Julee Sanderson

Kathy Boudreau
Michel Côté
Kathryn Holowatiuk
Kevin Levangie
Audrey Pepin
Kim Stiles
David Tremblay

Timothy Ashworth
Adrian Chow
Brahm Enslin
Suran Krishnakumar
Lindsey Medeiros
Yvrose Pierre-Louis
Elizabeth Smallwood
Julee Sanderson

Kathy Boudreau
Michel Côté
Kathryn Holowatiuk
Kevin Levangie
Audrey Pepin
Kim Stiles
David Tremblay

Conformément au paragraphe 3.14 des statuts nationaux, le confrère Brahm Enslin est élu au poste de président du Comité et la consœur Elizabeth Smallwood est élue au poste de secrétaire du Comité.

La consœur Sanderson assiste à titre de représentante du Conseil exécutif national. Elle a le droit de parole, mais non le droit de vote.

RÉSOLUTION N° 73

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 73, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Article 7

Le STTP doit :

Reconnaître comme des heures ouvrant droit à pension toutes les heures travaillées par un membre élu ou nommé à plein temps à un poste au sein du Syndicat, quel que soit son poste d'attache, jusqu'à concurrence de 40 heures par semaine.

In accordance with section 3.14 of the National Constitution, Brother Brahm Enslin was elected to the position of Chairperson of the Committee and Sister Elizabeth Smallwood was elected to the position of Secretary of the Committee.

Sister Sanderson is present as the representative of the National Executive Board. She has voice but no right to vote.

RESOLUTION NO 73

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 179 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Article 7

CUPW will :

Recognize that all hours, up to 40 hours per week, that are worked by an elected or appointed member to a full-time capacity in a position from the Union shall be counted as pensionable hours regardless of their substantive position.

ATTENDU QUE :

Les membres élus ou nommés à plein temps dans un poste au sein du Syndicat le sont pour au moins 40 heures par semaine, quel que soit leur poste d'attache à Postes Canada avant leur élection ou leur nomination. Un membre qui travaille moins de 40 heures par semaine sur le lieu de travail voit toutes les heures travaillées jusqu'à concurrence de 40 heures par semaine reconnues comme des heures ouvrant droit à pension; il doit donc en être de même pour tous les membres, y compris ceux qui effectuent le travail du Syndicat.

RÉSOLUTION N° 179

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 179, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale

Candidates et candidates politiques

Congé pour candidates et candidates politiques

ATTENDU QUE la lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs est, en grande partie, une lutte politique;

ATTENDU QU'il est difficile pour un membre devant travailler huit heures par jour, cinq jours par semaine, de trouver le temps à consacrer à une campagne politique viable;

ATTENDU QUE le Syndicat et ses membres gagnent à avoir de l'expérience en commun avec des politiciennes et politiciens de tous les paliers, comme le fait de devoir travailler pour gagner sa vie, et encore plus si ces derniers sont issus d'un milieu syndiqué;

BECAUSE:

When a member is elected or appointed to a full-time position in the Union: it is for a minimum of 40 hrs per week regardless of the substantive position prior to election/appointment. A member scheduled less than 40 hours per week on the work floor has all hours worked up to 40 hours per week recognized as pensionable hours, so therefore the same should apply to all members, including those who are working on behalf of the Union.

RESOLUTION NO 179

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 179 to read as follows:

Prairie Regional Conference

National Policy

Political Candidate

Leave for Political Candidates

BECAUSE the struggle for the rights of workers is, in large part, a political struggle;

BECAUSE it is harder for someone who has to be at work eight hours a day, five days a week, to find the time necessary to mount a viable campaign for political office;

BECAUSE it is advantageous to the Union and its members when dealing with politicians at all levels if they share a common experience of working for a paycheque or even more so if they come from a unionized workplace;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, à titre de politique, le STTP travaille à abolir les obstacles que doivent surmonter ses membres qui souhaitent présenter leur candidature à un poste électif au palier municipal, provincial ou fédéral et qui sont élus à un tel poste;

Cette politique vise, en partie, à négocier l'accès à divers congés en dehors des calendriers de congés établis et à éliminer les autres obstacles que l'employeur pourrait tenter de placer sur le chemin de nos membres qui choisissent de devenir candidats.

Pour plus de clarté, il est entendu que ce qui précède n'oblige pas le Syndicat à soutenir un candidat, à faire campagne pour l'appuyer, ou à l'aider de toute autre façon.

RÉSOLUTION N° 180

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 180, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale

Violence relationnelle

ATTENDU QUE la violence domestique fait partie d'un ensemble plus vaste, la violence relationnelle, qui comprend toute forme d'abus physique, émotionnel, sexuel, financier et spirituel, et est subie par toute personne ayant un lien ou une relation avec l'agresseur;

ATTENDU QUE les victimes de tous les types de violence relationnelle doivent être mieux protégées et soutenues, pas uniquement celles de violence domestique;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that this Union shall, as a policy, work to remove barriers to its members running as candidate for: local, municipal, provincial and federal office and to their serving in those positions should they be elected;

This policy shall be directed, in part, to the negotiating of access to various leaves outside the established leave schedules and to removing other barriers the employer may attempt to place in the way of our members who choose to become candidates.

For the purposes of clarification be it understood that this in no way supposes any obligation on the part of the Union to endorse, campaign for, or otherwise support any individual candidate.

RESOLUTION NO 180

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 180 to read as follows:

Prairie Regional Conference

National Policy

Relationship Violence

WHEREAS Domestic Violence is a part of a larger umbrella of Relationship Violence which is any form of physical, emotional, sexual, financial and spiritual abuse and is suffered by anyone that has a bond or relationship with the offender;

WHEREAS there needs to be better protection and support for victims of all types of Relationship Violence, not just purely domestic;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter à la politique le paragraphe suivant :

« Le syndicat, à tous les paliers, donne son appui aux groupes qui fournissent des services comme l'éducation, le counseling, l'hébergement et un soutien aux victimes de violence relationnelle. »

RÉSOLUTION N° 181

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 181, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Nouvelle politique

Chirurgie de réassignation de genre

ATTENDU QU'au Canada il arrive souvent que les chirurgies de réassignation de genre (chirurgie de féminisation/masculinisation du visage, augmentation mammaire/mastectomie) ne soient PAS couvertes par les régimes de soins de santé publics ni par les assurances privées;

ATTENDU QUE la dysphorie de genre est une condition mentale bien étudiée et pouvant être diagnostiquée qui affecte de façon négative la vie des personnes transgenres;

ATTENDU QUE la dysphorie de genre peut être considérablement atténuée au moyen de chirurgies de réassignation de genre, améliorant ainsi considérablement la santé mentale des personnes concernées;

ATTENDU QUE d'autres interventions chirurgicales qui améliorent de manière significative la qualité de vie et la santé mentale d'autres membres sont couvertes par le régime de soins de santé, mais que les chirurgies de réassignation de genre ne sont souvent pas couvertes;

BE IT FURTHER that a further section be added as follows:

“The Union at all levels will support groups that provide services such as education counselling, shelter and aid to victims of Relationship Violence.”

RESOLUTION NO 181

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 181 to read as follows:

Prairie Regional Conference

New policy

Gender Affirming Surgery

WHEREAS in Canada gender affirming surgeries (facial feminization/masculinization surgery, breast augmentation/mastectomy) are often NOT covered by the government nor by private insurance;

WHEREAS Gender Dysphoria is a well-researched and diagnosis-able mental condition that drastically affects the lives of transgender people negatively;

WHEREAS Gender Dysphoria can be significantly alleviated by the intervention of Gender Affirming surgeries thus improving mental health significantly;

WHEREAS other surgeries that significantly improve the quality of life and mental health of other employees are covered by the healthcare agreement Gender Affirming surgeries are often not covered;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP fasse pression auprès du gouvernement fédéral et de Postes Canada afin que toutes les chirurgies de réassignation de genre soient couvertes par tous les régimes provinciaux de soins de santé, ce qui contribuera à atténuer la dysphorie de genre.

RÉSOLUTION N° 183

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 183, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale (nouveau)

Location de logements à court terme

Résolution visant une politique

ATTENDU QUE l'industrie de la location de logements à court terme prive de logements le marché de la location à long terme, ce qui réduit l'offre et la disponibilité de logements;

ATTENDU QUE l'industrie de la location de logements à court terme est gérée par la petite bourgeoisie et dirigée par des magnats de la technologie;

ATTENDU QUE les hôtels ont toujours fourni de l'hébergement adéquat aux touristes et peuvent employer du personnel syndiqué;

NOUS VOULONS que le STTP ajoute aux statuts nationaux une politique énonçant ce qui suit :

L'industrie de la location de logements à court terme favorise la commodification exagérée du marché immobilier et retire du marché de potentielles maisons unifamiliales. Cette pratique réduit l'offre de location et pousse à la hausse le prix des propriétés à louer à long terme.

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW advocate both the Federal Government and CPC for all Gender Affirming surgeries, which alleviate Gender Dysphoria, to be covered in all Provincial Health Care Agreements and within our benefits coverage.

RESOLUTION NO 183

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 183 to read as follows:

Prairie Regional Conference

National Policy (new)

Short-Term Rental Properties

Policy resolution

BECAUSE the short-term home rental industry removes living spaces from the long-term rental market therefore decreasing rental stock and availability;

BECAUSE the short-term home rental industry is operated by the petty bourgeoisie and run by tech billionaires;

BECAUSE hotels have always provided reasonable accommodations for tourists and can employ unionized staff;

WE WANT a new CUPW policy in the National Constitution to read:

The short-term home rental industry promotes the hyper-commodification of the real estate market and removes potential single-family homes from the real estate market. This practice reduces rental stock and pushes the price of long-term rental properties up.

Cette pratique influence également le marché du logement, anéantissant l'espoir des jeunes travailleuses et travailleurs d'un jour pouvoir accéder à la propriété. Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes s'oppose à la création et à l'utilisation de propriétés locatives à court terme, telles que celles offertes par des entreprises comme Airbnb et VRBO. Le Syndicat sensibilisera ses membres et les encouragera à boycotter les locations à court terme et à utiliser des hôtels lorsqu'ils se déplacent loin de leur domicile.

RÉSOLUTION N° 184

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 184, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale (nouveau)

Produits d'hygiène menstruelle

Accès aux produits d'hygiène menstruelle

ATTENDU QUE les produits d'hygiène menstruelle sont des articles nécessaires et essentiels pour toute personne ayant ses règles, et que l'accès à ces articles est un droit humain et relève du droit à la santé;

ATTENDU QUE les produits d'hygiène menstruelle sont chers et qu'en raison d'obstacles économiques, trop de personnes ont encore du mal à les obtenir, et il est honteux et inacceptable qu'ils restent hors de portée d'un tiers de la population féminine;

ATTENDU QUE la pauvreté qui découle de cette situation est débilitante et dégradante, et qu'elle est inextricablement liée à toute une série d'enjeux, dont la justice économique, l'éducation, le logement et les soins de santé;

This practice also influences the housing market, making home ownership nothing but a dream for younger working people. The Canadian Union of Postal Workers opposes the creation and use of short-term rental properties, such as the ones offered through companies such as Airbnb and VRBO. The union will educate and encourage members to boycott short-term rentals and to use hotels when visiting places away from home.

RESOLUTION NO 184

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 184 to read as follows:

Prairie Regional Conference

National Policy (new)

Period Products

Access to Period Products

WHEREAS period products are necessary and essential items for anyone who menstruates, and access to these items are a health care and human right;

WHEREAS menstrual products are expensive and due to economic barriers too many still struggle to obtain them, and it's shameful and unacceptable that they remain out of reach for a third of the female population;

WHEREAS period poverty is debilitating and demeaning, and it is inextricably linked to a swath of issues – from economic justice to education; from housing to health care;

ATTENDU QU'aucune famille ne devrait avoir à choisir entre l'achat d'aliments ou de tampons;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat travaille au sein du mouvement ouvrier et auprès d'autres groupes pour que personne n'ait de difficulté à se procurer ces produits vitaux.

RÉSOLUTION N° 187

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 187, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Québec

Politique A-26

ATTENDU QUE le STTP doit favoriser la participation des membres;

ATTENDU QUE notre structure fait en sorte que des membres voulant exercer différentes fonctions doivent se relocaliser et faire subir ce préjugé à leur famille et leur entourage;

ATTENDU QUE la pandémie de COVID a démontré que le télétravail est efficace;

ATTENDU QUE le télétravail permet une meilleure conciliation travail-famille;

ATTENDU QUE l'énoncé du STTP dans ses politiques sur le télétravail date d'une autre époque;

ATTENDU QUE plusieurs syndicats ont négocié le télétravail pour leurs membres face aux employeurs;

ATTENDU QUE la technologie est suffisamment développée pour faire du télétravail;

ATTENDU QUE le recours au télétravail permet de sauver des coûts divers;

WHEREAS no family should have to choose between buying groceries or tampons;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Union will work within the Labour Movement and within other groups to ensure nobody ever faces challenges with affording and accessing these vital products.

RESOLUTION NO 187

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 187 to read as follows:

Quebec Regional Conference

National Policy A-26

WHEREAS CUPW must encourage members' engagement;

WHEREAS the Union's structure requires that members who wish to perform various duties have to relocate and impose this prejudice on their families and their communities;

WHEREAS the COVID pandemic has demonstrated that working from home is effective;

WHEREAS working from home allows for a better work-life balance;

WHEREAS CUPW's policy statement on Home Working stems from another era;

WHEREAS a number of unions have negotiated working from home conditions for their members;

WHEREAS technology is sufficiently advanced to allow working from home;

WHEREAS working from home can reduce costs of various natures;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'abolir le paragraphe A-26 des politiques nationales.

RÉSOLUTION N° 189

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 189, rédigée ainsi :

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale A-27

SMIFF et SOSTCSP

ATTENDU QUE le Système de mesure des itinéraires de factrices et facteurs (SMIFF) et le Système d'organisation de la somme de travail des courriers des services postaux (SOSTCSP) sont les systèmes convenus pour structurer la conception des itinéraires des employés et employés du groupe 2;

Attendu que le SMIFF et le SOSTCSP deviennent obsolètes, notamment en raison des incertitudes actuelles concernant la livraison du courrier et des colis;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le troisième paragraphe de la politique A-27 « SMIFF et SOSTCSP » soit modifié comme suit :

« Le syndicat continue de maintenir et d'améliorer le SMIFF et le SOSTCSP et d'élaborer une campagne concertée d'éducation des membres à tous les paliers sur l'importance de ces systèmes pour la sécurité d'emploi collective et les enjeux de santé et de sécurité. »

RÉSOLUTIONS N°s 191

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 191, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métropolitain

BE IT RESOLVED THAT paragraph A-26 of the National Policy be rescinded.

RESOLUTION NO 189

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 189 to read as follows:

Prairie Regional Conference

National Policy A-27

LCRMS and MSCWSS

WHEREAS the Letter Carrier Route Measurement System (LCRMS) and the Mail Service Courier Work Structuring System (MSCWSS) are the mutually agreed upon systems that provide a structure for Route Design for Group 2 employees;

WHEREAS the LCRMS and MSCWSS are becoming outdated particularly with the current uncertainties in mail and parcel delivery;

THEREFORE, BE IT RESOLVED to amend A-27 "LCRMS and MSCWSS", paragraph 3 to state:

"The Union will continue to maintain and improve the LCRMS and MSCWSS and mount a concerted education campaign at all levels on the importance of this as a collective job security and health & safety issue."

RESOLUTIONS NOS 191

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 191 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Nouveau paragraphe après la politique A-31

ATTENDU QUE plusieurs de nos membres ont une implication politique tant au palier municipal, provincial que fédéral;

ATTENDU QUE ces membres ne doivent pas subir un préjudice financier plus élevé compte tenu de leur implication;

ATTENDU QUE les lois prévoient que les employeurs doivent accorder un congé sans solde aux candidates et candidats à une élection ainsi qu'à celles et ceux qui ont été élus;

ATTENDU QUE notre convention collective ne prévoit pas ce type de congé;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'inclure dans nos politiques nationales que le STTP négocie une clause accordant un congé sans solde pour services publics aux candidates et candidats à une élection municipale, provinciale et fédérale ainsi qu'à celles et ceux qui y ont été élus;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que ce congé accorde le maximum d'avantages dont elles ou ils bénéficieraient si elles ou ils étaient au travail, à l'exception de la rémunération.

RÉSOLUTIONS N° 194

Le Comité recommande l'unanimité l'adoption de la résolution n° 194, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métropolitain

Politique B-9 – Nouvel alinéa à la fin

ATTENDU QUE la syndicalisation des travailleuses et travailleurs rehausse leur niveau de vie;

New paragraph after Policy A-31

WHEREAS many of our members are involved in politics at the municipal, provincial and federal levels;

WHEREAS these members should not suffer greater financial hardship as a result of their involvement;

WHEREAS legislation requires employers to grant unpaid leave to candidates in an election and to those who have been elected;

WHEREAS our collective agreement does not provide for this type of leave;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW include in its national policies that we negotiate a clause granting unpaid leave for public service to municipal, provincial and federal election candidates and those elected to office;

BE IT FURTHER RESOLVED that this leave provide the maximum benefits that candidates would receive if they were at work, excluding pay.

RESOLUTIONS NO 194

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 194 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy B-9 – New paragraph at the end

WHEREAS workers raise their standard of living when they join a union;

ATTENDU QUE la syndicalisation des travailleuses et travailleurs effectuant le même type de travail que nous, protège non seulement ces travailleuses et travailleurs, mais nos propres membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP syndique les travailleuses et travailleurs effectuant le même type de travail que les membres des unités urbaine et des FFRS;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le STTP national regarde la meilleure façon de syndiquer Amazon soit de façon directe ou indirecte.

RÉSOLUTION N° 196

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 196, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Montréal métropolitain

Politique B-17 – Modifier le 1^{er} alinéa

ATTENDU QUE le coût de la vie ne cesse d'augmenter et que les salaires ne suivent pas cette augmentation;

ATTENDU QUE le salaire minimum n'est pas assez élevé pour subvenir aux besoins de base d'une personne et de sa famille;

ATTENDU QUE les syndicats ont un rôle actif à jouer pour influencer les augmentations du salaire minimum;

ATTENDU QUE certaines centrales syndicales soutiennent une campagne visant la hausse de salaire minimum;

ATTENDU QUE le STTP soutient déjà la campagne visant l'augmentation de salaire horaire à 15 \$/l'heure;

WHEREAS organizing workers doing the same type of work as we do, protects not only those workers but our own members;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW organize workers doing the same type of work as members of the Urban and RSMC units;

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW National look at how best to organize Amazon workers, either directly or indirectly.

RESOLUTION NO 196

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 196 to read as follows:

Metro-Montreal Regional Conference

Policy B-17 – Modification to first paragraph

WHEREAS the cost of living keeps rising and our wages do not keep up with inflation;

WHEREAS the minimum wage is not sufficient to meet the basic needs of an individual and their family;

WHEREAS unions have an active role to play in influencing minimum wage increases;

WHEREAS some central labour bodies are supporting a campaign to increase the minimum wage;

WHEREAS CUPW is already supporting the campaign to increase the minimum wage to \$15 per hour;

ATTENDU QUE pour s'ajuster à la réalité des travailleuses et travailleurs la campagne pour la hausse du salaire minimum est passée dans certains endroits de 15 \$/l'heure à 18 \$/l'heure;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'amender le texte de la politique B-17 de façon à remplacer le montant de 15 \$ à 18 \$ l'heure.

RÉSOLUTION N° 200

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 200, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C-9

ATTENDU QUE le STTP s'est doté de la politique C-9 sur les briseurs et briseuses de grève;

ATTENDU QUE nous devons continuer d'exercer des pressions pour l'adoption de lois anti-briseurs de grève partout au pays, aux paliers provincial et fédéral;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter les mots « and scabs » à la première phrase de la version anglaise de la politique C-9;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de remplacer le mot « loi » dans la deuxième phrase de la politique par les termes « loi anti-briseurs de grève ».

RÉSOLUTION MIXTE N°1, QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N°S 201 ET 202

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption d'une résolution mixte formée des résolutions n°s 201 et 202, rédigée ainsi :

C-16 Légalisation de la prostitution

WHEREAS in order to adjust to the reality of workers, the campaign to raise the minimum wage has increased its target in some places from \$15 per hour to \$18 per hour;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that the language of Policy B-17 be amended to change the amount from \$15 to \$18 per hour.

RESOLUTION NO 200

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 200 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy C-9

WHEREAS CUPW has policy C-9 on strikebreaking and the use of strike breakers;

WHEREAS we need to continue to push for anti-scab legislation across the country both Provincially and Federally;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the first line of policy C-9 add "and scabs."

BE IT FURTHER RESOLVED that we change the word legislation in the second line to "anti-scab legislation."

COMPOSITE #1 TO COVER RESOLUTIONS NOS 201 AND 202

The Committee unanimously recommends the adoption of a composite Resolution Nos. 201 & 202 to read as follows:

C-16 Legalizing Prostitution

ATTENDU QUE la légalisation de la prostitution favoriserait les propriétaires de maisons closes et ne permettrait qu'aux travailleuses et travailleurs du sexe titulaires d'un permis de signaler la violence et les crimes commis à leur rencontre, laissant les autres sans protection pour signaler de tels crimes;

ATTENDU QUE la légalisation de la prostitution empêche les travailleuses et travailleurs du sexe sans permis de se faire soigner pour des IST par crainte de poursuites judiciaires;

ATTENDU QUE la décriminalisation permet à tous les travailleurs et travailleuses du sexe de dénoncer les violences et de se faire soigner pour des IST sans crainte de poursuites;

ATTENDU QUE la décriminalisation n'érige pas d'obstacles comme les questions de permis, et permet aux travailleuses et travailleurs de conserver le pouvoir de décider de la quantité, de la durée, de la clientèle, du lieu et du prix de leur travail;

ATTENDU QUE les mots ont un poids;

ATTENDU QUE le travail du sexe est un emploi;

ATTENDU QUE le terme prostitué ou prostituée présente une connotation négative;

ATTENDU QUE la légalisation du travail du sexe signifie sa réglementation, son encadrement par des lois visant le lieu, le moment et la façon dont le travail se déroule;

ATTENDU QUE le modèle légalisé continue de criminaliser les travailleurs et travailleuses du sexe qui ne sont pas en mesure de s'acquitter de certaines responsabilités bureaucratiques, ou qui ne veulent pas le faire, et, par conséquent, il maintient en place certains des pires effets de la criminalisation;

WHEREAS legalizing prostitution favours brothel owners and only allows licensed sex workers to report crimes against them, leaving unlicensed sex workers unprotected to report crimes of violence;

WHEREAS legalizing prostitution leaves unlicensed sex workers unable to seek out medical treatment for STI's because of fear of prosecution;

WHEREAS decriminalization allows all sex workers able to report violence and seek out medical treatment for STI's without fear of prosecution;

WHEREAS decriminalization does not put-up barriers such as licensing and allows the worker to retain power of how much they work, how long they work, with whom they choose, where they choose and for how much;

WHEREAS language matters;

WHEREAS sex work is work;

WHEREAS there are negative connotations to the term prostitute;

WHEREAS the term legalization would mean the regulation of sex work with laws regarding where, when, and how sex work would take place;

WHEREAS the legalized model still criminalizes those sex workers who cannot or will not fulfill various bureaucratic responsibilities, and therefore retains some of the worst harms of criminalization;

QU'IL SOIT RÉSOLU :

De modifier la politique C-16 comme suit :

C-16F DÉCRIMINALISATION DU TRAVAIL
DU SEXE.

Le STTP fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il décriminalise le travail du sexe et qu'il modifie les lois actuelles visant les travailleurs et travailleuses du sexe.

Le STTP appuie les actions qui visent l'atteinte de ce droit pour tous les travailleurs et travailleuses du sexe.

RÉSOLUTION N° 205

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 205, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C-23

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP ajoute ce qui suit à la politique C-23 :

« Faire pression sur tous les paliers de gouvernement afin d'obtenir de meilleurs services médicaux et de soins de santé pour tous. »

ATTENDU QUE :

Des soins médicaux et de santé appropriés sont essentiels au bien-être et à la vie.

RÉSOLUTION N° 206

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 206, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C-24

BE IT RESOLVED:

That C-16 to be changed to:

C-16 DECRIMINALIZING SEX WORK.

CUPW will lobby the federal government to decriminalize sex work and change the existing laws surrounding sex workers.

CUPW will support all actions to attain this right for all sex workers.

RESOLUTION NO 205

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 205 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy C-23

CUPW will add to Policy C-23:

“Lobby all levels of government for better medical and healthcare services for all.”

BECAUSE:

Appropriate medical and healthcare is essential to the wellbeing of life.

RESOLUTION NO 206

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 206 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy C-24

Le STTP doit :

« Faire pression sur tous les paliers de gouvernement pour créer et financer un nombre accru de centres de soins de longue durée appartenant à l'État ou à des organismes à but non lucratif. »

ATTENDU QUE :

Tous les membres de la société méritent des soins personnels et de santé appropriés lorsqu'ils ne sont pas en mesure de s'en occuper eux-mêmes. Ces centres de soins ne doivent pas avoir pour objectif la réalisation de profits, au risque de voir leurs services devenir inabordables ou de faire fuir les personnes qui ont besoin de ces services.

RÉSOLUTION N° 207

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 207, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Nouvelle politique – C-25 – Investissement du Régime de retraite à prestations déterminées

ÉTANT DONNÉ QUE le STTP a déjà écrit à Postes Canada pour lui exprimer son désaccord quant aux investissements dans des établissements privés de soins de longue durée à but lucratif du Régime de retraite à prestations déterminées de Postes Canada;

ÉTANT DONNÉ QUE de nombreuses études montrent que les établissements privés de soins de longue durée à but lucratif prodiguent moins d'heures de soins aux résidents que les établissements publics et les établissements à but non lucratif de soins de longue durée;

CUPW will:

“Lobby all levels of government to create and fund more Government owned and/or Non-Profit long-term homes.”

BECAUSE:

All members of society deserve proper personal and health care when they are unable to do so for themselves. These care homes should not be driven by profit which could cost more than can be afforded or deter a person from seeking out the care needed.

RESOLUTION NO 207

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 207 to read as follows:

Pacific Regional Conference

New Policy – C-25 – Defined Benefit Pension Plan Investment

SINCE CUPW has already written to Canada Post stating it is wrong that our Canada Post Defined Benefit Pension Plan is invested in for-profit long term health care facilities:

SINCE numerous studies have shown that residents in for-profit long term health care facilities receive less care hours than do residents in government run and not-for-profit long term health care facilities;

ÉTANT DONNÉ QUE la majorité des décès dans les établissements de soins de longue durée survenus au cours des deux premières vagues de covid-19 l'ont été dans des établissements privés de soins de longue durée à but lucratif;

ÉTANT DONNÉ QUE nous ne voulons pas que le Régime de retraite à prestations déterminées de Postes Canada enregistre des gains au détriment de personnes, âgées ou non, vivant dans un établissement privé de soins de longue durée à but lucratif;

NOUS VOULONS QUE le STTP continue de mener une campagne pour que le Régime de retraite à prestations déterminées de Postes Canada retire les investissements qu'il a faits dans des établissements privés de soins de longue durée à but lucratif.

RÉSOLUTION N° 209 b) et c)

Le Comité recommande l'adoption de b) et c) dans la résolution n° 209 rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Nouvelle politique D-45 – Chine

ATTENDU QUE le Parti communiste chinois (PCC) s'est engagé dans un génocide culturel contre le groupe minoritaire formé par les **Ouïghours**, et d'autres groupes minoritaires, par le mariage avec des membres du groupe majoritaire formé par les Han, par la stérilisation, payée par l'État, des femmes et des hommes réfractaires issus des groupes minoritaires, par l'emprisonnement des minorités dans des camps d'internement, ou centre de rééducation, et par la torture comme forme de coercition;

SINCE the majority of deaths in long term health care facilities in the first two waves of COVID 19 were in for-profit long term health care facilities;

SINCE we do not want our Canada Post Defined Benefit Pension Plan making money because vulnerable senior and adults are living in for-profit long term care;

WE WANT that CUPW will continue to campaign to have the Canada Post Defined Benefit Pension Plan divest from its investments in for-profit long-term care.

RESOLUTION NO 209 (b) and (c)

The Committee recommends the adoption of (b) and (c) in Resolution No. 209 to read as follows:

Pacific Regional Conference

New Policy – D-45 – China

WHEREAS the Communist Party of China (CCP) has engaged in cultural genocide against the **Uyghur** minority group, and other minority groups by way of having forced marriages to the Han majority group, state sponsored sterilization of unwilling women/men of minority groups, imprisonment of minorities within internment camps/re-education centres, and coercion by torture;

- b) QU'IL SOIT RÉSOLU QUE LE STTP fasse pression sur le gouvernement du Canada pour qu'il condamne le génocide culturel du PCC contre les **Ouighours** et les autres groupes minoritaires et qu'il exige une transparence totale de la part du gouvernement du Canada sur ses décisions économiques, scientifiques et politiques et ses liens avec le PCC;
- c) QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP, en solidarité avec les groupes de défense des droits de la personne et d'autres syndicats, exerce des pressions sur le gouvernement du Canada pour qu'il appuie les sanctions imposées aux personnes responsables, au sein du PCC, de ces violations des droits de la personne.

RÉSOLUTION N° 210 a) ET b)

Le Comité recommande l'adoption de a) et b) dans la résolution n° 210 rédigée ainsi :

ATTENDU QUE les volumes du courrier régulier sont supposément en déclin;

ATTENDU QUE nous travaillons au sein du secteur postal;

ATTENDU QUE bon nombre de nos membres n'utilisent pas les services de Postes Canada pour leurs affaires personnelles quotidiennes;

- a) QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP lance une campagne nationale pour veiller à ce que les membres utilisent le service postal public;
- b) QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le palier national du Syndicat encourage les membres à recevoir leurs chèques de paie par la poste plutôt que par dépôt direct;

- (b) BE IT RESOLVED that CUPW will lobby the Canadian Government to condemn the cultural genocide against the **Uyghur** minority group and other minority groups by the CCP and full transparency by the Canadian Government about the economic/scientific/political policies and ties to the CCP;
- (c) BE IT RESOLVED that CUPW in solidarity with human rights groups and other unions will lobby the Canadian Government to support sanctions of responsible individuals within the CCP and/or the CCP organization itself for these human rights violations.

RESOLUTION NO 210 (a) AND (b)

The Committee recommends the adoption of (a) and (b) in Resolution No. 210 to read as follows:

WHEREAS regular mail volumes are supposedly dropping;

WHEREAS we are in the postal industry;

WHEREAS many of our own members do not use Canada Post for their day to day personal business;

- (a) THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW initiate a national campaign to ensure that our members are using our public postal service;
- (b) THEREFORE, BE IT RESOLVED that the National Union will encourage the membership to resist direct deposit of cheques and receive their cheque through the mail;

RÉSOLUTION N° 211

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 211, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique E-1

ATTENDU QUE le Syndicat s'est doté de la politique E-1 sur les boycottages et qu'il encourage les membres à fréquenter les établissements syndiqués et à acheter des articles portant une étiquette syndicale;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le palier national du STTP crée et maintienne une liste des biens et services syndiqués qui sont disponibles partout au pays;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le palier national du Syndicat travaille avec les établissements et les services syndiqués pour négocier des rabais de groupe au nom des membres.

RÉSOLUTION N° 212

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 212, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Centre

Politique nationale E-6

ATTENDU QUE les voyages de solidarité internationale sont une partie importante du travail du Syndicat;

ATTENDU QUE les déléguées et délégués sont sélectionnés pour participer à ces voyages de solidarité au cours desquels ils représentent le Syndicat;

RESOLUTION NO 211

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 211 to read as follows:

Atlantic Regional Conference

Policy E-1

WHEREAS currently the union has policy E-1 regarding boycotts and encouraging union members to patronize union shops and buy union label goods;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW national will create and maintain a list of union goods and services available throughout the country;

BE IT FURTHER RESOLVED that the National Union will work with union shops and services to negotiate group discounts on behalf of the membership.

RESOLUTION NO 212

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 212 to read as follows:

Central Region Conference

National Policy E-6

WHEREAS international solidarity trips are an important part of the Union's work;

WHEREAS delegates are chosen to attend these solidarity trips in representation of our union;

ATTENDU QUE les dépenses engagées pour ces voyages sont, en fait, payées par les membres;

ATTENDU QU'un certain nombre de déléguées et délégués ne présentent jamais de rapport à leur retour;

ATTENDU QUE l'absence de tels rapports fait en sorte que les membres au travail ne sont jamais mis au courant des défis que doivent relever les populations des pays visités;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les déléguées et délégués choisis pour participer à des voyages de solidarité internationale soient tenus de présenter à leur directrice ou directeur national un rapport écrit relatant les grandes lignes de leur voyage, et ce, dans les soixante (60) jours suivant leur retour;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE les membres présentent à leur directrice ou directeur national un rapport soumis dans un format qui leur convient (présentation PowerPoint, enregistrement audio, etc.).

RÉSOLUTION N° 213

Le Comité recommande l'unanimité l'adoption de la résolution n° 213, rédigée ainsi :

Conférence régionale de l'Ontario

Politique F-4

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la politique F-4 des statuts nationaux soit modifiée comme suit :

(les changements sont soulignés uniquement aux fins de leur identification)

Le syndicat reconnaît que l'eau est essentielle à la vie et qu'elle doit être traitée comme une ressource commune pour le bien de tous les êtres humains.

WHEREAS the expenses incurred for these trips are, in effect, paid by the membership;

WHEREAS some delegates never present a report upon their return;

WHEREAS this leaves the membership ignorant of the challenges people face internationally;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that the delegates selected to attend international solidarity trips be required to submit to their national director, a written report of the details of the trip within sixty (60) days of their return;

THEREFORE, BE IT FURTHER RESOLVED that a member use a form of reporting that suits their needs, examples would be a power point presentation, recording etc. to the National Director.

RESOLUTION NO 213

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 213 to read as follows:

Ontario Regional Conference

Policy F-4

BE IT RESOLVED that F-4 of the National Policies be amended to include:

(amendments underlined for identification only)

The Union recognizes that water is essential to life and should be treated as a common resource for the good of all people.

Le syndicat appuie les campagnes visant à assurer un accès universel à l'eau potable. Le syndicat s'oppose à toute tentative visant à privatiser ou à vendre à rabais les ressources en eau. Le syndicat continue à s'opposer à l'inclusion de l'eau dans tout accord commercial.

The Union will support campaigns for clean drinking water for all. CUPW will oppose all attempts to privatize or sell off water resources. CUPW will continue to oppose the inclusion of water in any trade agreement.

Le Syndicat fait pression sur les gouvernements fédéral et provinciaux pour qu'ils :

The Union will lobby federal and provincial governments to:

- protègent nos systèmes d'eau douce, y compris les lacs, les rivières et les aqueducs;
- s'opposent au détournement de l'eau douce qui permettrait à de sociétés ou à de particuliers d'en tirer des gains financiers;
- exigent que cessent les activités qui polluent nos systèmes d'eau douce ou qui en diminuent le volume, que ces activités aient lieu au Canada ou aux États-Unis.

- Safeguard our freshwater systems including lakes, rivers, and aqueducts;
- Oppose the diversion of fresh water for the financial gain of corporations or individuals;
- Demand operations that pollute or diminish our waters cease whether the operation is in Canada or the United States.

Le syndicat travaille avec le mouvement syndical, ses partenaires de coalition, les organismes communautaires et d'autres groupes à l'adoption d'une loi garantissant à tous l'accès universel à de l'eau potable.

The Union will work with the labour movement, our coalition partners, community organizations and other groups for the establishments of legislation guaranteeing universal clean water for all.

RÉSOLUTIONS N^{os} 214

RESOLUTIONS NOS. 214

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 214, rédigée ainsi :

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 214 to read as follows:

Conférence régionale du Montréal métropolitain

Metro-Montreal Regional Conference

Nouveau paragraphe après politique F-6

New paragraph after Policy F-6

ATTENDU QUE les employeurs sont soumis aux impacts des changements climatiques et que ce sont les travailleuses et travailleurs qui subiront les plus gros impacts de ceux-ci;

WHEREAS employers are impacted by climate change and workers will bear the brunt of these impacts;

ATTENDU QUE l'ampleur des changements climatiques dépend des actions des entreprises et des gouvernements et que les syndicats doivent jouer leur rôle de leadership pour faire évoluer notre société vers une société responsable sur un point de vue environnemental;

ATTENDU QUE pour planifier une transition juste en matière environnementale pour ses membres le STTP se doit d'être proactif;

ATTENDU QUE pour être efficace dans la négociation d'une transition juste, le STTP doit s'imposer dès le départ, bien avant l'apparition des impacts des changements climatiques et avoir des idées innovantes intégrant les membres à la base même de ces changements;

ATTENDU QUE le STTP est impliqué dans le mouvement syndical tant au niveau national qu'à l'international et que ce réseau de connexions peut être mis à contribution pour être en mesure d'identifier les impacts à venir sur nos emplois des changements climatiques, les problématiques possibles s'y rattachant et les meilleurs moyens de tirer avantage de celles-ci;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP identifie les impacts possibles sur nos emplois des changements climatiques et développe un plan de transition juste pour tirer un maximum d'avantages pour les membres tout en respectant les objectifs environnementaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP modernise et actualise ses politiques « Le STTP et l'environnement » pour les arrimer avec les objectifs dictés par la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC);

WHEREAS the extent of climate change depends on the actions of corporations and governments, and labour unions must play a leadership role to move society towards environmental sustainability;

WHEREAS in order to plan a just environmental transition for its members CUPW must be proactive;

WHEREAS in order to be effective in negotiating a just transition, CUPW must impose itself at the outset, well before the impacts of climate change occur, and have innovative ideas that place members at the core of these changes;

WHEREAS CUPW is involved in the labour movement both nationally and internationally and this network can be used to identify the future impacts of climate change on our jobs, the possible challenges related to climate change and the best ways to leverage them;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW identify the possible impacts of climate change on our jobs and develop a just transition plan to maximize benefits for members while meeting environmental targets;

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW modernize and update its environmental policies to align them with the goals of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC);

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP utilise les droits conférés par l'annexe « T » de la convention collective ainsi que sa place sur le comité d'environnement plurisyndical au sein de Postes Canada pour que la société d'État pose sans tarder des gestes concrets et significatifs afin de réduire sans tarder ses émissions de gaz à effet de serre autant directes qu'indirectes;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Comité exécutif national oriente les discussions lors des prochaines conférences régionales pré-négociation pour favoriser l'émergence de demandes visant l'amélioration des droits en requalification de la main-d'œuvre active en lien direct avec les impacts découlant de la crise climatique.

RÉSOLUTIONS N^{os} 215 et 203

Le Comité recommande à l'unanimité (par vote debout) l'adoption de la résolution n^o 215, qui rejoint l'intention de la résolution n^o. 203, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Centre

Résolution générale

Le Syndicat et ses membres comptent unir leur voix à celle des fédérations provinciales et des conseils du travail, de la FTQ et du CTC pour faire pression sur les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral afin qu'ils adoptent un congé payé d'au moins 10 jours pour toutes les victimes de violence familiale et qu'ils garantissent la sécurité physique et d'emploi de toutes les Canadiennes et tous les Canadiens.

Le STTP continuera de revendiquer pour ses membres un congé pour victimes de violence familiale à la table de négociations.

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW use its rights under Appendix "T" of the collective agreement and its place on the All-Union Environment Committee at Canada Post to ensure that the Corporation takes concrete and meaningful action to immediately reduce its direct and indirect greenhouse gas emissions;

BE IT FINALLY RESOLVED that the National Executive Committee shape discussions at upcoming regional pre-bargaining conferences to encourage the formulation of demands for improved labour re-skilling rights directly related to the impacts of the climate crisis.

RESOLUTIONS NOS 215 AND 203

The Committee unanimously recommends (by standing vote) the adoption of Resolution No. 215 to cover the intent of Resolution no. 203 to read as follows:

Central Region Conference

General Resolution

The Union and the membership will work with their provincial federations of labour, labour councils, FTQ and CLC to lobby provincial and federal government to lobby to enact at least ten days paid leave for all victims of domestic violence and ensure safety and job security for all Canadians.

CUPW will continue to demand domestic violence leave through negotiations for all members.

RÉSOLUTION N° 218

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 218, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Résolution générale

ATTENDU QUE les droits constitutionnels que sont le droit à la libre négociation collective et le droit de grève ont été enfreints de manière répétée;

ATTENDU QUE ce non-respect de nos droits se produit indépendamment du gouvernement au pouvoir;

ATTENDU QUE ce non-respect de nos droits entrave la solidarité du Syndicat et celle du mouvement syndical;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP défende avec vigueur sa politique sur le droit à la libre négociation collective (B-1) et celle sur le droit de grève (B-2).

RÉSOLUTION N° 221

Le Comité recommande l'unanimité l'adoption de la résolution n° 221, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Résolution générale

ATTENDU QUE, au travail, on compte des membres ayant des besoins spéciaux et d'autres présentant des différences neurologiques;

ATTENDU QUE ces membres sont souvent aux prises avec des difficultés supplémentaires pour accomplir leur travail;

RESOLUTION NO 218

The Committee recommends the adoption of Resolution No. 218 to read as follows:

Pacific Regional Conference

General Resolution

WHEREAS CUPW's constitutional right to free collective bargaining and the right to strike have been repeatedly violated;

WHEREAS this has occurred regardless of the government in power;

WHEREAS these violations undermine the solidarity of this union and that of all organized labour;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW stand firmly by its free collective bargaining (B-1) and right to strike policies (B-2).

RESOLUTION NO 221

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 221 to read as follows:

Pacific Regional Conference

General Resolution

WHEREAS our work floor includes members with special needs and neurodivergence;

WHEREAS these members often face extra challenges in performing their work;

ATTENDU QUE, souvent, ces membres ne reçoivent pas de Postes Canada le soutien ni les ressources dont ils ont besoin;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat demande à Postes Canada de reconnaître les membres ayant des besoins spéciaux ou présentant des différences neurologiques, de renseigner les employées et employés (y compris les cadres) sur les difficultés qui se posent à ces personnes et de fournir à ces travailleurs et travailleuses le soutien et les ressources dont ils ont besoin.

RÉSOLUTION N° 222

Le Comité recommande l'unanimité l'adoption de la résolution n° 222, rédigée ainsi :

Conférence régionale du Pacifique

Résolution générale

Diversification des services et *Loi sur la Société canadienne des postes*

ATTENDU QUE, parmi les objectifs de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, il se trouve « 5(1) La Société a pour mission : a) de créer et d'exploiter un service postal comportant le relevage, la transmission et la distribution de messages, renseignements, **fonds** ou marchandises, dans le régime intérieur et dans le régime international; »

ATTENDU QUE dans la partie Idem de cette partie de la *Loi*, il est écrit : 5 (2) Dans l'exercice de sa mission, la Société, tout en assurant l'essentiel du service postal habituel : a) tient compte de l'opportunité **d'adapter, qualitativement et quantitativement, ses prestations et ses produits** à l'évolution de la technologie des communications;

WHEREAS these members often lack sufficient support and resources from the corporation;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that the union will call upon the corporation to recognize special needs and neurodivergent members and to educate employees (including management) on these issues people with special needs and neurodivergence face, as well as provide additional resources and support for these members.

RESOLUTION NO 222

The Committee unanimously recommends the adoption of Resolution No. 222 to read as follows:

Pacific Regional Conference

General Resolution

Service Expansion and the Canada Post Corporation Act

WHEREAS the objects [objectives] of the Canada Post Corporation Act include "5 (1)(a) to establish and operate a postal service for the collection, transmission and delivery of messages, information, **funds** and goods both within Canada and between Canada and places outside Canada";

WHEREAS the Idem of this section of the act also states "5 (2) while maintaining basic customary postal service, the Corporation, in carrying out its objects, shall have regard to (a) the desirability of **improving and extending its products and services** in the light of developments in the field of communications";

ATTENDU QUE de nombreuses idées de diversification des services sont clairement définies dans le plan de l'initiative *Vers des collectivités durables*, que le STTP appuie et qui existe depuis 2016;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP emploie tous les moyens pertinents pour inciter Postes Canada à adopter des initiatives de diversification des services, en particulier celles qui sont définies dans le plan de l'initiative *Vers des collectivités durables*, dont, entre autres, la prestation de services financiers, le service de vigilance auprès des personnes âgées et les services Internet à large bande.

WHEREAS many service expansion ideas are quite clearly outlined in the Delivering Community Power plan which is backed by CUPW and has been in existence since 2016;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW use all relevant means to have the corporation adopt service expansion initiatives especially those outlined in the Delivering Community Power plan including, but not limited to, post office financial services, senior's check-in services and broadband internet services.

cope-sepb 225
cupe-scfp 1979

RÉSOLUTIONS MIXTES

COMPOSITE RESOLUTIONS

RÉSOLUTION MIXTE N° 1, QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N°S 201 ET 202

C-16 Légalisation de la prostitution

ATTENDU QUE la légalisation de la prostitution favoriserait les propriétaires de maisons closes et ne permettrait qu'aux travailleuses et travailleurs du sexe titulaires d'un permis de signaler la violence et les crimes commis à leur encontre, laissant les autres sans protection pour signaler de tels crimes;

ATTENDU QUE la légalisation de la prostitution empêche les travailleuses et travailleurs du sexe sans permis de se faire soigner pour des IST par crainte de poursuites judiciaires;

ATTENDU QUE la décriminalisation permet à tous les travailleurs et travailleuses du sexe de dénoncer les violences et de se faire soigner pour des IST sans crainte de poursuites;

ATTENDU QUE la décriminalisation n'érige pas d'obstacles comme les questions de permis, et permet aux travailleuses et travailleurs de conserver le pouvoir de décider de la quantité, de la durée, de la clientèle, du lieu et du prix de leur travail;

ATTENDU QUE les mots ont un poids;

ATTENDU QUE le travail du sexe est un emploi;

ATTENDU QUE le terme prostitué ou prostituée présente une connotation négative;

COMPOSITE #1 TO COVER RESOLUTIONS NOS 201 AND 202

C-16 Legalizing Prostitution

WHEREAS legalizing prostitution favours brothel owners and only allows licensed sex workers to report crimes against them, leaving unlicensed sex workers unprotected to report crimes of violence;

WHEREAS legalizing prostitution leaves unlicensed sex workers unable to seek out medical treatment for STI's because of fear of prosecution;

WHEREAS decriminalization allows all sex workers able to report violence and seek out medical treatment for STI's without fear of prosecution;

WHEREAS decriminalization does not put-up barriers such as licensing and allows the worker to retain power of how much they work, how long they work, with whom they choose, where they choose and for how much;

WHEREAS language matters;

WHEREAS sex work is work;

WHEREAS there are negative connotations to the term prostitute;

ATTENDU QUE la légalisation du travail du sexe signifie sa réglementation, son encadrement par des lois visant le lieu, le moment et la façon dont le travail se déroule;

ATTENDU QUE le modèle légalisé continue de criminaliser les travailleurs et travailleuses du sexe qui ne sont pas en mesure de s'acquitter de certaines responsabilités bureaucratiques, ou qui ne veulent pas le faire, et, par conséquent, il maintient en place certains des pires effets de la criminalisation;

QU'IL SOIT RÉSOLU :

De modifier la politique C-16 comme suit :

C-16F DÉCRIMINALISATION DU TRAVAIL DU SEXE.

Le STTP fait pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il décriminalise le travail du sexe et qu'il modifie les lois actuelles visant les travailleurs et travailleuses du sexe.

Le STTP appuie les actions qui visent l'atteinte de ce droit pour tous les travailleurs et travailleuses du sexe.

scfp-cupe 1979

WHEREAS the term legalization would mean the regulation of sex work with laws regarding where, when, and how sex work would take place;

WHEREAS the legalized model still criminalizes those sex workers who cannot or will not fulfill various bureaucratic responsibilities, and therefore retains some of the worst harms of criminalization;

BE IT RESOLVED:

That C-16 to be changed to:

C-16 DECRIMINALIZING SEX WORK.

CUPW will lobby the federal government to decriminalize sex work and change the existing laws surrounding sex workers.

CUPW will support all actions to attain this right for all sex workers.

sepb-cope 225

RÉSOLUTIONS VISÉES PAR LA PARTIE 1

RESOLUTIONS COVERED IN PART 1

RÉSOLUTION N° 203

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C-19

ATTENDU QUE des membres souffrent en silence et que la violence conjugale les oblige à s'absenter du travail, parfois sans rémunération;

ATTENDU QU'une telle perte de salaire vient s'ajouter au stress de la victime;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les dirigeantes et dirigeants du Syndicat, lors de la prochaine ronde de négociation, revendiquent un congé payé d'au moins dix (10) jours à l'intention de toutes les victimes de violence conjugale, ainsi que des lieux de travail sécuritaires pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses du Canada.

scfp cupe 1979

RESOLUTION NO 203

Atlantic Regional Conference

Policy C-19

WHEREAS Members suffer in silence, and domestic violence causes members to take time off work sometimes without pay;

WHEREAS lost wages add to the stress of the victim;

BE IT RESOLVED that the Union Leadership will negotiate a minimum of ten (10) days paid leave at the bargaining table for all victim of domestic violence and ensure Safety and Job security for all Canadians.

sepb cope 225

RÉSOLUTIONS REJETÉES

REJECTED RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 71

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 6.22 (nouveau)

ATTENDU QUE les négociations sont une priorité absolue pour le STTP;

ATTENDU QUE les statuts nationaux définissent clairement le processus de négociation collective pour les deux unités de négociation nationales;

ATTENDU QUE la décision du Conseil exécutif national de négocier une prolongation de deux ans des conventions collectives des unités urbaine et rurale s'est prise en dehors de ce processus;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter le paragraphe suivant à la section A des statuts nationaux :

« La négociation collective pour les deux unités de négociation nationales doit uniquement avoir lieu conformément aux paramètres et aux procédures définis à l'article 6 des statuts nationaux. »

RÉSOLUTION N° 76

Conférence régionale des Prairies

Article 7

Biens immobiliers

ATTENDU QUE les frais de déplacement et d'hébergement ont considérablement augmenté;

RESOLUTION NO 71

Atlantic Regional Conference

Section 6.22 (new)

SINCE negotiations are a top priority for CUPW;

SINCE the National Constitution clearly defines the collective bargaining process for the two national bargaining units;

SINCE the decision of the National Executive Board to negotiate a two-year extension to the RSMC and Urban Operations Collective Agreements outside of this process;

We want a new section added to Section A of the National Constitution that reads:

"Collective bargaining, for the two national bargaining units, must only occur following the parameters and procedures defined in Article 6 of the National Constitution."

RESOLUTION NO 76

Prairie Regional Conference

Article 7

Property

WHEREAS costs have significantly increased for travel and accommodation;

ATTENDU QUE le STTP n'a pas été en mesure de donner aux dirigeantes et dirigeants nouvellement élus une formation concernant leur poste;

ATTENDU QUE le STTP n'a pas été en mesure de permettre aux dirigeantes et dirigeants nouvellement élus de se familiariser avec les réalisations, les luttes et l'orientation du Syndicat, de même que la négociation collective;

ATTENDU QUE le STTP n'a pas non plus été en mesure de permettre aux dirigeantes et dirigeants nouvellement élus de se familiariser avec le contexte social, économique et politique qui régit les relations de travail dans le secteur des postes et de la messagerie;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP investisse dans l'acquisition de ses propres installations pour la formation et les conférences régionales.

RÉSOLUTION N° 178

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale

Organisation

ATTENDU QUE le monopole relatif de Postes Canada sur certains aspects physiques des communications et du commerce n'est plus suffisant pour demeurer viable dans un marché concurrentiel;

ATTENDU QUE la poste-lettres seule ne suffit plus à assurer la rentabilité de nos jours, et que nous devons compter sur la distribution de colis pour soutenir les coûts d'exploitation;

ATTENDU QUE Postes Canada est fortement menacée par les entreprises de livraison privées qui offrent des tarifs concurrentiels à nos clients;

WHEREAS CUPW has not been able to give newly elected officers training regarding their posting;

WHEREAS CUPW has not been able to give newly elected officers the opportunity to learn about Union accomplishments, struggles, orientation and collective bargaining;

WHEREAS CUPW has not been able to give newly elected officers the opportunity to learn about the social, economic, and political context that governs labor relations in the postal/courier industry;

THEREFORE, LET IT BE RESOLVED that CUPW should invest in our own facilities for Regional education and conferences.

RESOLUTION NO 178

Prairie Regional Conference

National Policy

Organizing

WHEREAS Canada Post's relative monopoly on certain physical aspects of communications and commerce is no longer sufficient to remain viable in a competitive market;

WHEREAS letter mail alone is no longer sufficient to sustain profitability in the current era, we must rely on parcel delivery to support operating costs;

WHEREAS Canada Post is under significant threat from private delivery companies who offer competitive rates to our customers;

ATTENDU QUE « d’autres syndicats » connaissent déjà un certain succès en organisant activement les travailleuses et travailleurs d’Amazon;

ATTENDU QUE nous souhaitons que ces efforts permettent de réduire l’avantage concurrentiel de nos concurrents, au fil du temps;

QU’IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP soutienne les tentatives de syndicalisation d’Amazon et d’autres concurrents par d’autres syndicats, dans le but d’éviter la réduction des prix, en maintenant une norme de rémunération similaire dans l’ensemble de l’industrie.

RÉSOLUTION N° 185

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale (nouveau)

Changements climatiques et réchauffement planétaire

ATTENDU QUE nous savons tous que l’incidence et l’intensité des inondations, des incendies, de la sécheresse, de la fonte des glaciers et des calottes polaires, et du dégel du pergélisol dans le Nord, entre autres, augmentent;

ATTENDU QUE les changements climatiques ont des répercussions graves et irréversibles sur notre environnement et nos écosystèmes fragiles;

ATTENDU QUE l’enjeu de mettre un terme aux conditions qui alimentent les changements climatiques est urgent;

QU’IL SOIT RÉSOLU QUE le Syndicat prenne davantage conscience de sa propre empreinte carbone et prenne des mesures pour réduire la crise climatique.

WHEREAS “other unions” are already seeing some success, actively organizing workers at “Amazon”;

WHEREAS these efforts will hopefully reduce the competitive advantage of our competition, over time.

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW shall support the organizing attempts of other unions to organize Amazon and other competitors, in an attempt to stave off undercutting of rates, by maintaining a standard of compensation across the industry.

RESOLUTION NO 185

Prairie Regional Conference

National Policy (new)

Climate Change/Global Warming

WHEREAS we are all aware of the increased rate and intensity of flooding, fires, melting of glaciers and polar ice sheets, thawing of permafrost in the north, drought, etc.;

WHEREAS climate change has serious and irreversible impacts on our environment and delicate ecosystems;

WHEREAS the issue of stopping conditions which lead to climate change is urgent;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the union increases its awareness of its own carbon footprint and act on measures that will reduce the crisis of global warming.

RÉSOLUTION N° 190

Conférence régionale du Toronto métropolitain

Politique nationale A-28

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'ensemble du Fonds soit utilisé pour permettre aux membres de la base du STTP de tisser des liens avec les travailleuses et travailleurs des postes et les organisations syndicales de différents pays, et de participer à des activités liées à des questions relatives aux services postaux, à l'environnement, etc. Toute délégation doit être entièrement représentative de la diversité et respectueuse de la parité hommes-femmes, et doit être constituée à soixante pour cent (60 %) de membres des sections locales.

RÉSOLUTION N° 192

Conférence régionale du Toronto métropolitain

Politique nationale B-2

ATTENDU QUE lorsque le Syndicat tient des grèves tournantes, les membres qui ne participent pas aux activités de piquetage sapent le pouvoir de la grève en général (c.-à-d. qu'ils agissent comme des briseurs de grève par rapport aux groupes de travailleuses et travailleurs qui débraient);

ATTENDU QUE le fait de ne pas débrayer collectivement nous place dans une position de négociation plus faible, car cela adouci le coup porté aux résultats financiers de l'employeur et lui permet de faire traîner les négociations plus longtemps en faisant des concessions minimales;

RESOLUTION NO 190

Metro-Toronto Regional Conference

National Policy A-28

BE IT RESOLVED that the Fund shall be completely used to allow the CUPW rank and file members to develop and maintain a relation with Postal Workers and any international unions for activities related to postal issues, environmental issues, etc. Any delegation must ensure that diversity and gender parity are fully respected and that sixty-percent (60%) of the delegation must come from the Locals.

RESOLUTION NO 192

Metro-Toronto Regional Conference

National Policy B-2

WHEREAS the practice of rotating strikes effectively means non-picketing members are undermining the power of the wider strike; (i.e. "scabbing" on the sections of workers picketing);

WHEREAS not withholding our labour collectively puts us at a weaker bargaining position as it softens the blow to the employer's bottom line and allows them to drag out negotiations for longer with minimal concessions;

ATTENDU QUE les grèves tournantes permettent au Syndicat d'éviter de verser des allocations de secours aux membres parce que certains d'entre eux n'atteignent pas le nombre minimum de jours de grève requis pour obtenir l'allocation, ce qui a pour effet de saper le moral des membres et de réduire leur niveau de confiance envers le Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE, lorsqu'il est en position de grève, le Syndicat s'engage à ce que l'ensemble de ses membres soient sur les lignes de piquetage et qu'il n'y ait pas de grève tournante.

RÉSOLUTION N° 193

Conférence régionale du Montréal métropolitain

Nouvel alinéa à la fin de la politique B-8

ATTENDU QUE le STTP a fait face à plusieurs lois spéciales de retour au travail et qu'il ne fait aucun doute que nous en subissons d'autres encore;

ATTENDU QUE le STTP n'est pas seul dans la lutte contre les lois spéciales et que d'autres syndicats font face, individuellement à celles-ci;

ATTENDU QUE la défiance d'une loi spéciale par les membres du syndicat visé par celle-ci est peu probable, considérant les sanctions financières imposées et l'histoire contemporaine d'échec de certains syndicats ayant essayé cette voie;

ATTENDU QUE la réponse à ces lois spéciales ne peut pas se résumer à des contestations légales, mais elle doit aussi se faire par la mise en place d'une réponse intersyndicale et organisée sur le terrain;

WHEREAS rotating strikes allow the Union to avoid paying out strike pay to Members because individual members do not meet the minimum days on strike in order to earn payout, thereby degrading the morale of the Members and their faith in the Union;

BE IT RESOLVED that the Union commit to when in a strike position, to strike together and that the Union shall not atomize the strike into rotating on-picket – off-picket sections.

RESOLUTION NO 193

Metro-Montreal Regional Conference

New paragraph at the end of Policy B-8

WHEREAS CUPW has often faced back-to-work legislation, and there is no doubt that we will face more;

WHEREAS CUPW is not alone in the fight against back-to-work legislation and other unions are facing them individually;

WHEREAS defiance of back-to-work legislation by the members of the targeted union is unlikely, given the fines imposed and the contemporary history of failure of some unions that have tried this route;

WHEREAS the response to back-to-work legislation cannot be limited to legal challenges, but must also be sustained by an inter-union and organized response on the ground;

ATTENDU QUE nos statuts nationaux comportent déjà des aspects de coopération avec d'autres syndicats (B-8) et l'opposition aux législations restrictives en termes de droit de négociation (C-3);

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP s'appuie, entre autres, sur les articles de nos politiques nationales B-8 et C-3 pour entamer un dialogue avec les autres organisations syndicales ayant déjà été soumises à des lois de retour au travail dans le but d'échafauder un plan de résistance aux lois spéciales;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP tente, en concertation avec d'autres syndicats d'identifier le prochain groupe syndiqué intéressé à recevoir de l'aide qui pourrait potentiellement être soumis à une loi de retour au travail dans le but que le mouvement syndical se prépare d'avance à offrir une résistance à la hauteur des préjudices subis;

QU'IL SOIT RÉSOLU que ce plan de mobilisation s'appuie sur la solidarité intersyndicale pour faire obstruction, par des travailleuses et travailleurs autres que ceux visés par une législation de retour au travail, aux activités commerciales d'une entreprise qui bénéficie d'une loi spéciale de retour au travail;

QU'IL SOIT RÉSOLU que nos membres devant être appelés à participer aux actions de résistance soient outillés avec des notions de base d'action directe, de désobéissance civile, sur la façon de réagir face à la répression policière et sur la façon de protéger leurs droits lorsqu'ils sont interpellés par la police;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP fasse la promotion de ce type de résistance auprès des différentes centrales syndicales à travers le pays;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP dénonce l'utilisation de la clause dérogatoire lors d'une loi spéciale.

WHEREAS our National Constitution already includes provisions regarding cooperation with other unions (B-8) and opposition to legislation that restricts our bargaining rights (C-3);

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW use, among other things, sections of national policies B-8 and C-3 to initiate a dialogue with other unions that have been legislated back to work to develop a plan to resist such legislation;

BE IT FURTHER RESOLVED that CUPW attempt, in consultation with other unions, to identify unions risking being legislated back to work that would be interested in receiving assistance so the labour movement can prepare a level of resistance commensurate with the harm suffered;

BE IT ALSO RESOLVED that this mobilization plan be based on inter-union solidarity to obstruct, via workers other than those covered by the back-to-work legislation, the business activities of a company that benefits from the adoption of the legislation;

BE IT ALSO RESOLVED that our members who are to be called upon to participate in acts of resistance be equipped with the basic knowledge of direct action, civil disobedience, how to respond to police repression and how to protect their rights when approached by the police;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW promote this type of resistance to the various central labour bodies across Canada;

BE IT FINALLY RESOLVED that CUPW denounce the use of the notwithstanding clause in back-to-work legislation.

RÉSOLUTION N° 195

Conférence régionale des Prairies

Politique nationale B-9

Organisation

ATTENDU QUE le monopole relatif de Postes Canada sur certains aspects physiques des communications et du commerce n'est plus suffisant pour demeurer viable dans un marché concurrentiel;

ATTENDU QUE la poste-lettres seule ne suffit plus à assurer la rentabilité de nos jours, et que nous devons compter sur la distribution de colis pour soutenir les coûts d'exploitation;

ATTENDU QUE Postes Canada est fortement menacée par les entreprises de livraison privées qui offrent des tarifs concurrentiels à nos clients;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP continue de syndiquer un nombre relativement restreint de travailleuses et de travailleurs du secteur privé dans le but d'éviter la réduction des prix, en maintenant une norme de rémunération similaire dans l'ensemble de l'industrie.

RÉSOLUTION N° 197

Conférence régionale du Montréal métropolitain

Nouveau paragraphe après politique B-18

ATTENDU QUE les maraudages entre les syndicats ne font que diviser le monde ouvrier;

ATTENDU QUE le concept de maraudage ne fait pas augmenter le nombre de personnes syndiquées versus le nombre de non syndiquées dans une population donnée;

RESOLUTION NO 195

Prairie Regional Conference

National Policy B-9

Organizing

WHEREAS Canada Post's relative monopoly on certain physical aspects of communications and commerce is no longer sufficient to remain viable in a competitive market;

WHEREAS letter mail alone is no longer sufficient to sustain profitability in the current era, we must rely on parcel delivery to support operating costs;

WHEREAS Canada Post is under significant threat from private delivery companies who offer competitive rates to our customers;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW continue to organize relatively small numbers of private sector workers, in an attempt to stave off undercutting of rates, by maintaining a standard of compensation across the industry.

RESOLUTION NO 197

Metro-Montreal Regional Conference

New paragraph after Policy B-18

WHEREAS inter-union raiding only serves to divide the working class;

WHEREAS raiding does not increase the number of unionized versus non-unionized workers in a given population;

ATTENDU QUE les campagnes de maraudage coûtent cher;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP inclue dans ses politiques en B, une politique claire contre le maraudage.

RÉSOLUTION N° 198

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C - nouveau

Le STTP doit :

Faire pression sur tous les paliers de gouvernement afin de faire baisser le coût des services publics.

ATTENDU QUE :

Les services publics sont une nécessité de la vie, qu'ils coûtent trop cher et que leur prix grimpe sans cesse.

RÉSOLUTION N° 199

Conférence régionale du Montréal métropolitain

Nouvel alinéa à la fin de la politique C-2

ATTENDU QUE les résultats des recommandations de la Commission de la vérité et réconciliation se font toujours attendre;

ATTENDU QUE le STTP veut être un joueur actif dans cette démarche;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP se dote d'un plan d'action concret afin d'arriver à une vraie réparation des injustices que les peuples autochtones ont connues afin de sensibiliser :

WHEREAS raiding campaigns are expensive;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW include a clear policy against raiding in section B of its national policies.

RESOLUTION NO 198

Atlantic Regional Conference

Policy C – new

CUPW will:

Lobby all levels of Government to lower the cost of utilities.

BECAUSE:

Utilities are a necessity of life, and the costs are too high and are continuing to rise.

RESOLUTION NO 199

Metro-Montreal Regional Conference

New paragraph at the end of Policy C-2

WHEREAS the response to the Truth and Reconciliation Commission's recommendations is still pending;

WHEREAS CUPW wants to be an actor in this process;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that CUPW develop a concrete plan of action to achieve genuine redress for the injustices that Indigenous peoples have experienced in order to raise awareness among:

- 1) Ses membres;
- 2) Ses alliés tant syndicaux que communautaires;
- 3) Les différents paliers de gouvernement.

RÉSOLUTION N° 204

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique C-19

Le STTP doit :

Modifier la politique C-19 afin d'en supprimer ce qui suit :

« afin que ce dernier suive l'exemple du Manitoba »

ATTENDU QUE :

Il existe aujourd'hui de meilleurs exemples, et nous ne devrions pas nous limiter à un seul exemple lorsqu'il en existe des meilleurs et des plus récents.

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP investisse dans l'acquisition de ses propres installations pour la formation et les conférences régionales.

RÉSOLUTION N° 208

Conférence régionale du Québec

Politique D-12

ATTENDU QUE la relation entre les parents ou les tuteurs et leurs enfants est unique et essentielle;

ATTENDU QUE la qualité de la relation entre les parents ou tuteurs et leurs enfants est un facteur important dans le développement de l'enfant;

- 1) Members;
- 2) Allies in both the labour movement and communities;
- 3) All levels of government.

RESOLUTION NO 204

Atlantic Regional Conference

Policy C-19

CUPW will:

Amend Policy C-19 to remove the following:

“to follow the example set out by the province of Manitoba.”

BECAUSE:

There are better examples out there now and we should not tie our hands to one example when newer and better ones are available.

THEREFORE, LET IT BE RESOLVED that CUPW should invest in our own facilities for Regional education and conferences.

RESOLUTION NO 208

Quebec Regional Conference

National Policy D-12

WHEREAS the relationship between parents, or guardians, and their children is unique and vital;

WHEREAS the quality of the relationship between parents, or guardians, and their children is an important factor in the development of the child;

ATTENDU QUE les obligations reliées au travail et les conditions reliées au travail peuvent nuire au développement de cette relation;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le syndicat reconnaisse l'importance de la relation entre les parents ou les tuteurs et leurs enfants.

RÉSOLUTION N° 209 a)

Conférence régionale du Pacifique

Nouvelle politique D-45 – Chine

ATTENDU QUE le Parti communiste chinois (PCC) s'est engagé dans un génocide culturel contre le groupe minoritaire formé par les Ouïgours, et d'autres groupes minoritaires, par le mariage avec des membres du groupe majoritaire formé par les Han, par la stérilisation, payée par l'État, des femmes et des hommes réfractaires issus des groupes minoritaires, par l'emprisonnement des minorités dans des camps d'internement, ou centre de rééducation, et par la torture comme forme de coercition;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP, en solidarité avec les groupes de défense des droits de la personne et d'autres syndicats, mette sur pied une campagne d'éducation et de lobby sur le non-respect des droits de la personne que pratique le PCC et qu'il mène des recherches sur les décisions du gouvernement du Canada en matière d'économie, de science et de politique et ses liens avec le PCC;

RÉSOLUTION N° 210 c)

Conférence régionale de l'Atlantique

Politique E – nouveau

ATTENDU QUE les volumes du courrier régulier sont supposément en déclin;

WHEREAS professional obligation and working conditions may impede the development of this relation;

BE IT RESOLVED THAT the Union acknowledge the importance of the relationship between parents, or guardians, and their children.

RESOLUTION NO 209 (a)

Pacific Regional Conference

New Policy – D-45 – China

WHEREAS the Communist Party of China (CCP) has engaged in cultural genocide against the Quayghur minority group, and other minority groups by way of having forced marriages to the Han majority group, state sponsored sterilization of unwilling women/men of minority groups, imprisonment of minorities within internment camps/re-education centres, and coercion by torture;

BE IT RESOLVED that CUPW in solidarity with human rights groups and other unions will develop an education and lobbying campaign about these human rights abuses by the CCP and research the Canadian Government with regard to their economic/scientific/political policies and ties with the CCP;

RESOLUTION NO 210 (c)

Atlantic Regional Conference

Policy E – new

WHEREAS regular mail volumes are supposedly dropping;

ATTENDU QUE nous travaillons au sein du secteur postal;

ATTENDU QUE bon nombre de nos membres n'utilisent pas les services de Postes Canada pour leurs affaires personnelles quotidiennes;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE toutes les sections locales ainsi que les bureaux régionaux et national utilisent le service postal public pour toutes leurs affaires et qu'ils s'abstiennent d'utiliser les services des entreprises qui nous font concurrence.

scfp cupe 1979

WHEREAS we are in the postal industry;

WHEREAS many of our own members do not use Canada Post for their day-to-day personal business;

THEREFORE, BE IT FURTHER RESOLVED all locals, regional and National offices, ensure that they are using our public postal service for all business and not using our competitors.

sepb cope 225